



## Rebonds

Paradoxe politico-industriel, une telle initiative pourrait mettre d'accord patronat et syndicats.

### Renationaliser EDF ?

Par Grégoire BISEAU

QUOTIDIEN : Mercredi 4 octobre 2006 - 06:00

Grégoire Biseau journaliste à Libération.

**S**i Laurence Parisot, la présidente du Medef, avait de la suite dans les idées et un peu de goût pour les mises en scène iconoclastes, voici ce qu'elle ferait. Elle convoquerait une conférence de presse avec son ennemi de toujours, Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, pour lancer un appel solennel à la renationalisation immédiate d'EDF. Un duo suffisamment déroutant pour être sûr de se hisser jusqu'au menu du 20 heures et de lancer un débat qui aurait toutes les chances de mettre cul par-dessus tête la classe politique. Pour une fois, voilà que les revendications du Medef (la défense de la compétitivité des entreprises françaises) viendraient croiser celles de la CGT (la défense de l'héritage du vieux capitalisme d'Etat et du service public). A qui devrait-on cette troublante convergence d'intérêts ? A la hausse vertigineuse des tarifs d'électricité pratiqués auprès des industriels.

Bien sûr, le Medef se contente pour l'instant de se déclarer «très préoccupé» du coup porté aux entreprises françaises, refusant d'appeler à l'impensable renationalisation d'EDF et de renier sa foi dans le tout-privé. Pourtant, nombre de patrons d'entreprises petites ou grosses jugent la situation suffisamment grave pour défendre, pour une fois, le retour du tout-Etat.

Comment en est-on arrivé là ? Par un énorme malentendu. Tout commence avec l'ouverture à la concurrence des marchés de l'énergie en Europe. Selon le bon vieux principe néolibéral, davantage de concurrence doit entraîner une baisse des prix de l'électricité, et donc une amélioration de la compétitivité de l'Union européenne. On a donc autorisé les entreprises qui le souhaitaient à quitter les tarifs «régulés» (fixés par l'Etat), pour adopter des tarifs «libres» (fixés par le marché). Les entreprises ont eu le choix entre trois options : partir à la concurrence, rester chez EDF mais se mettre au tarif «libre», ou ne pas bouger, en restant au tarif régulé. Que s'est-il passé ? Les prix de marché se sont envolés tandis que l'Etat imposait au même moment à EDF de ne pas augmenter son tarif au-dessus de l'inflation pendant cinq ans. Résultat : les entreprises restées au tarif «régulé» bénéficient aujourd'hui d'un électron environ 40 % moins cher ! Pour les autres, celles qui ont voulu jouer l'ouverture des marchés, le bilan est saumâtre. Etranglées et particulièrement humiliées de s'être fait bernier par cette fausse promesse de baisse de prix, certaines menacent carrément de «délocalisation». Profitant du débat parlementaire sur la privatisation de GDF, le gouvernement a concocté spécialement pour elles un objet fiscal encore non identifié dans une économie de marché : une taxe, payée par Suez et EDF, et versée à leurs concurrents (comme le petit Poweo) pour leur permettre de réduire le prix de leur électricité...

Par quel étrange mécanisme plus de concurrence a-t-il pu aboutir à une telle envolée des prix ? En fait, rien n'indique que l'ouverture des marchés ait introduit plus de concurrence. D'abord parce que le marché européen de l'électricité n'existe pas, ou très peu : les interconnexions avec les pays voisins sont soit saturées (Angleterre et Allemagne) soit inexistantes (Italie et Espagne), ce qui limite d'autant la capacité des acteurs compétitifs à exporter. Par ailleurs, produire et vendre de l'électricité n'est pas à la portée de la première bourse, ce qui limite le nombre des nouveaux acteurs. Dans ce contexte, les géants européens de l'énergie ont un intérêt (évidemment non avoué, pour ne pas prêter le flanc aux critiques de Bruxelles) à ne pas se lancer dans une guerre commerciale, perdante pour tous.

La montée en flèche du prix de l'électron se nourrit ensuite d'un déficit d'offre. Il y a encore cinq ans, on disait l'Europe en surcapacité de production pour longtemps. Mais aujourd'hui tout le monde dresse un constat inverse et les chiffres les plus astronomiques d'investissement nécessaire, à horizon de dix ans, circulent. Les marchés anticipent tout cela. Et dans une période de hausse du prix du baril de pétrole et des matières premières en général, et de plus grande rigueur environnementale (protocole de Kyoto), les traders anticipent la hausse du prix de l'électron. D'où l'envolée.

EDF bénéficie, grâce au nucléaire, d'un précieux avantage compétitif, notamment vis-à-vis de son partenaire allemand, qui a fait, lui, le choix d'en sortir. Si EDF augmente aujourd'hui ses tarifs libres, ce n'est pas parce que ses coûts augmentent (ils devraient même avoir tendance à baisser du fait des gains de productivité), c'est tout simplement parce que l'électricien s'aligne sur le marché. C'est d'ailleurs ce qui fait la singularité du cas EDF par rapport à GDF. Car les coûts d'approvisionnement de ce dernier évoluent, eux, avec le prix du marché mondial du gaz, lui-même indexé sur celui du pétrole. Bref, pendant que les prix de l'électricité augmentent, les profits d'EDF montent de manière quasi proportionnelle.

On ne peut pas reprocher à une entreprise cotée de chercher la maximisation de son profit. En transformant sa rente

nucléaire en superdividende, le patron d'EDF ne fait que son métier : satisfaire ses actionnaires. Demain, on peut même imaginer qu'il partira en guerre pour que l'Etat abandonne, au nom de la concurrence, ses tarifs régulés, encore tolérés par la Commission européenne. Alors, la victoire du marché sera totale : EDF pourra tranquillement augmenter ses prix, jusqu'à les aligner sur ceux de la concurrence allemande. Et la France se retrouvera dans la situation ubuesque : assumer les désavantages du tout-nucléaire (déchets, risques...), sans bénéficier de ses avantages (une électricité bon marché).

Comment sortir de ce cauchemar ? Très simplement : en renationalisant EDF. Non pas au nom du service public, comme le revendique la gauche. Mais pour forcer l'ex-monopole public à transformer sa rente nucléaire non pas en dividendes pour ses actionnaires, mais en baisse de prix pour ses clients. Or, aujourd'hui, l'Etat actionnaire est coincé : il est difficile d'imposer aux autres actionnaires privés d'EDF des baisses de tarifs donc de profits. D'où la nécessité d'une renationalisation.

Un homme politique de gauche pourra objecter que l'Etat, avec ses 80 % du capital d'EDF, a un intérêt à ce que le groupe public réalise au contraire de gros profits pour lui verser de confortables dividendes. Ce serait autant d'argent pour financer de nouveaux biens publics ou désendetter l'Etat. Un joli paradoxe politico-industriel...

<http://www.liberation.fr/opinions/rebonds/208366.FR.php>

© Libération